

Donc, dans le second volet de notre stratégie commerciale, nous devons aussi trouver des moyens de mieux cibler les programmes et les ressources du gouvernement pour aider les entreprises canadiennes à exploiter des marchés clés.

Notre gouvernement se préoccupe particulièrement du rôle des petites et moyennes entreprises qui ont le potentiel de devenir les locomotives de la croissance de demain, mais auxquelles manquent souvent la masse critique, les ressources financières ou l'expertise technique nécessaires pour pénétrer les marchés étrangers. Liens plus forts avec le secteur privé, meilleur service d'information sur les marchés, meilleure coordination des programmes gouvernementaux et emploi plus productif des ressources financières nationales, tous ces enjeux sont maintenant sur le tapis.

Dès notre entrée en fonction, nous avons constaté des recoupements et des chevauchements ainsi qu'une certaine confusion dans les mandats, ce qui peut miner les efforts de nos exportateurs pour soutenir la concurrence. Nous avons l'intention de corriger cette situation et de mettre sur pied un programme unifié et intégré, à l'intérieur duquel seront abordées des questions telles que l'opportunité et la diffusion des renseignements commerciaux, la nécessité de réformer les mécanismes actuels de financement des exportations et la promotion d'une coopération scientifique et technologique mutuellement avantageuse entre les entreprises canadiennes et étrangères. Nous devons trouver des façons de mieux faire les choses, tant pour satisfaire à l'obligation de rendre des comptes sur les finances publiques que parce que la situation budgétaire nous oblige tous à agir d'une manière à la fois responsable et innovatrice.

En outre, nous avons l'intention d'élaborer ce programme grâce à un partenariat plus étroit et plus actif avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé. Ce processus, ainsi que les consultations sur la politique étrangère qui sont en voie d'être lancées, nous aidera à trouver les mécanismes appropriés et à renforcer l'exécution du programme. Au cours de 1994, j'annoncerai les résultats concrets des consultations que nous menons actuellement.

En adoptant une approche plus sensible aux marchés dans nos activités de promotion des échanges commerciaux - en faisant du gouvernement un facilitateur plutôt qu'un chef de file en matière d'exportation - nous pourrions définir nos vraies priorités commerciales en fonction des signaux du marché.

En dernier lieu, nous devons encourager chez nous un climat économique propice à la croissance, grâce aux exportations. Il est devenu banal d'observer que la démarcation entre les enjeux nationaux et internationaux s'estompe. De même, la distinction entre les instruments de notre politique nationale et ceux de notre politique commerciale n'a plus aucun sens dans bien des cas. Il faut remettre en question les réglementations et les